



Assemblée générale

Distr. générale
23 février 2022
Français
Original : espagnol

Soixante-seizième session

Point 46 de l'ordre du jour

Question des Îles Falkland (Malvinas)

Note verbale datée du 22 février 2022, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de se référer à la lettre datée du 18 janvier 2022 du Chargé d'affaires par intérim du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/76/656), distribuée en réponse à la lettre datée du 30 décembre 2021 (A/76/645), transmettant le communiqué officiel du Ministère des affaires étrangères, du commerce international et du culte de la République argentine à l'occasion du 189^e anniversaire de l'usurpation des Îles Malvinas par les Britanniques, commémoré le 3 janvier 2022.

La République argentine s'inscrit en faux contre l'ensemble des assertions formulées par le Royaume-Uni dans la réponse susvisée, maintient tout ce qui a été dit dans l'annexe jointe à la lettre du 30 décembre 2021 susmentionnée et antérieurement, et réaffirme que les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes font partie intégrante du territoire national argentin et que la souveraineté sur ces îles, occupées de façon illégitime par le Royaume-Uni depuis 1833, fait l'objet d'un différend reconnu par l'Organisation des Nations Unies, qui considère la question des Îles Malvinas comme un cas spécial et particulier de décolonisation.

Dès le début de la présence européenne en Amérique, les Îles Malvinas faisaient partie de la zone placée sous la juridiction et le contrôle effectif de l'Espagne. À partir de 1767, 32 gouverneurs résidents, qui dépendaient du gouvernement de Buenos Aires, s'y sont succédé. Les Îles Malvinas faisaient partie de la vice-royauté du Rio de la Plata, qui a effectivement exercé pacifiquement et continûment sa juridiction sur les Îles de sa création, en 1776, jusqu'à l'indépendance de la République argentine. Cette dernière, en tant qu'héritière légitime de l'Espagne, a continué à exercer son autorité effective sur les Îles et les zones maritimes environnantes et manifesté sa volonté d'y demeurer en y faisant construire des bâtiments civils, tels que des hôpitaux, des logements, des entrepôts, des saladeros et des corrals. Face aux prétentions et aux intérêts des puissances étrangères, le gouvernement de Buenos Aires a décidé de protéger la population civile et de lui envoyer en renfort un groupe de soldats accompagnés de leurs familles. Les Îles étant un territoire qui relevait de la



souveraineté de l'Argentine, les colons de l'établissement de Luis Vernet n'ont jamais demandé au Royaume-Uni l'autorisation d'y résider.

Le Royaume-Uni n'a jamais pu produire de titre de souveraineté valable sur les Îles. Cette usurpation des Britanniques en date de 1833, opérée en temps de paix et en contravention du droit international alors en vigueur, a immédiatement été contestée et n'a jamais été acceptée par l'Argentine.

Il est également faux d'affirmer que les frontières territoriales de la République argentine en 1833 n'englobaient pas la moitié méridionale du territoire argentin actuel. Au contraire, l'État argentin, à l'instar des autorités espagnoles qui l'ont précédé, a toujours considéré siennes les régions du sud, où il a exercé sa souveraineté par différents actes. Un exemple en est, précisément, l'institution, en 1829, du Commandement politique et militaire des Îles Malvinas, qui couvrait les îles avoisinantes du cap Horn dans l'océan Atlantique.

Le principe de l'autodétermination des peuples ne s'applique pas en l'espèce, et l'Organisation des Nations Unies n'a jamais établi l'existence d'un droit à l'autodétermination des habitants des Îles Malvinas. Aucune des 10 résolutions adoptées par l'Assemblée générale ou des 39 résolutions adoptées par le Comité spécial de la décolonisation sur la question des Îles Malvinas ne fait référence à ce principe. En outre, l'Assemblée générale a expressément rejeté à deux reprises, en 1985, des propositions du Royaume-Uni visant à faire mentionner le principe d'autodétermination dans le projet de résolution sur la question des Îles Malvinas.

Il n'y a pas lieu, en l'espèce, d'invoquer un prétendu droit à l'autodétermination de la population des Îles : l'Organisation des Nations Unies s'y est systématiquement opposée, considérant qu'une population transplantée par la Puissance coloniale, comme l'a été la population des Îles Malvinas, ne constitue pas un peuple doté du droit à l'autodétermination puisqu'elle ne se différencie pas de la population de la métropole. En ce sens, il n'existe pas ici de « peuple » soumis à une subjugation, domination ou sujétion de la part d'une puissance coloniale.

La tenue d'un référendum auprès des citoyens britanniques qui résident dans les Îles Malvinas ne change rien au fait que la souveraineté sur ces dernières est contestée. Le référendum convoqué unilatéralement par le Royaume-Uni en 2013 dans les Îles n'a été ni organisé ni conduit sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, de sorte qu'en plus d'être rendu irrecevable par l'inapplicabilité du principe de l'autodétermination des peuples en l'espèce, il est nul et non avenu. Comme l'a réaffirmé la Cour internationale de Justice dans son récent avis consultatif sur les effets juridiques de la séparation de l'archipel des Chagos de Maurice en 1965, l'Assemblée générale et le Comité spécial de la décolonisation jouent un rôle fondamental s'agissant de déterminer et de contrôler les modalités nécessaires à la décolonisation d'un territoire. Il convient de rappeler à cet égard qu'il y a 56 ans, l'Assemblée générale s'est prononcée en adoptant la résolution [2065 \(XX\)](#), dans laquelle elle a invité l'Argentine et le Royaume-Uni à reprendre sans retard les négociations en vue de trouver une solution pacifique au différend relatif à la souveraineté sur les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants, invitation réitérée dans les résolutions [3160 \(XXVIII\)](#), [31/49](#), [37/9](#), [38/12](#), [39/6](#), [40/21](#), [41/40](#), [42/19](#) et [43/25](#) ainsi que dans les 39 résolutions du Comité spécial de la décolonisation.

De plus, il est inacceptable de tenter d'établir comme condition préalable au traitement des « sujets d'intérêt commun relatifs à l'Atlantique Sud » la participation de représentants d'un prétendu « gouvernement » des Îles Malvinas à tout dialogue sur les questions touchant aux insulaires, puisque la nature bilatérale de ce différend relatif à la souveraineté est reconnue dans les résolutions pertinentes sur la question

des Îles Malvinas et que le seul moyen de mettre fin à cette situation coloniale particulière est de mener des négociations de bonne foi entre l'Argentine et le Royaume-Uni.

L'obligation de reprendre les négociations, contrairement à ce que le Royaume-Uni soutient dans sa note, ne dépend pas du « souhait » des habitants transplantés dans les Îles par la Puissance coloniale : elle est inscrite dans l'Article 2.3 de la Charte des Nations Unies et dans les résolutions relatives à la question des Îles Malvinas adoptées par l'Assemblée générale et son Comité spécial de la décolonisation.

La République argentine conteste la validité et la légitimité supposées des décisions prises par le Royaume-Uni – et attribuées par lui à un prétendu « gouvernement » des Îles Malvinas – d'octroyer des licences illégales de pêche et d'explorer les réserves d'hydrocarbures dans les zones du territoire national argentin qu'il occupe illégalement. Ces activités, contraires au droit international, constituent une violation flagrante de la résolution 31/49, dans laquelle l'Assemblée générale a enjoint aux deux parties de s'abstenir de prendre des décisions impliquant le recours à des modifications unilatérales de la situation pendant que les Îles passent par le processus recommandé dans les résolutions adoptées sur la question. En outre, les mesures adoptées par l'Argentine dans le cadre de sa juridiction nationale répondent à la nécessité de décourager les activités unilatérales illégales et de préserver les ressources naturelles renouvelables et non renouvelables de ses espaces maritimes et de son plateau continental que le Royaume-Uni cherche à exploiter. Ces mesures ont été prises par l'Argentine dans l'exercice de ses droits souverains et conformément au droit international. Le droit qu'a la République argentine de prendre, dans le cadre de sa législation, des mesures légales contre les activités non autorisées menées dans la zone mentionnée a été reconnu dans de nombreuses déclarations multilatérales, notamment celles des États membres et membres associés du Marché commun du Sud (MERCOSUR) ainsi que du Groupe des 77 et de la Chine, qui, par ailleurs, ont de nouveau engagé le Royaume-Uni à respecter le mandat énoncé dans la résolution 31/49.

Cette année marque le quarantième anniversaire du conflit de l'Atlantique sud. À l'époque, la dictature militaire illégale et illégitime qui dirigeait le pays, agissant à l'insu du peuple argentin, s'était détournée de l'engagement traditionnel de l'Argentine à respecter le principe du règlement pacifique des différends internationaux et, en particulier, à rechercher une solution pacifique à la question des Îles Malvinas.

Depuis lors, sous tous les gouvernements démocratiques, la République argentine a inlassablement rejeté l'emploi de la force et a toujours manifesté sa volonté d'entamer des négociations bilatérales afin de parvenir à un règlement pacifique du différend, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et au droit international.

Le conflit de 1982 n'a pas modifié la nature du différend de souveraineté entre l'Argentine et le Royaume-Uni concernant les Îles Malvinas, les Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et les espaces maritimes environnants, lequel s'est poursuivi dans l'attente de négociations et de règlement. Ainsi, lors de la session ouverte en septembre 1982, l'Assemblée générale a adopté la résolution 37/9 dans laquelle, rappelant les résolutions 2065 (XX) et 3160 (XXVIII), elle demandait à l'Argentine et au Royaume-Uni de reprendre les négociations afin de trouver le plus rapidement possible une solution pacifique au conflit de souveraineté et réaffirmait la nécessité pour les deux parties de tenir dûment compte des intérêts de la population des Îles Malvinas.

Dans ce contexte, le déploiement de la force militaire britannique sur les Îles est totalement infondé et constitue un facteur de déstabilisation de la région, ce qui entre en violation de la résolution 41/11 de l'Assemblée générale dans laquelle celle-ci, entre autres dispositions, demande aux États de toutes les autres régions, en particulier aux États militairement importants, de respecter scrupuleusement la région de l'Atlantique sud comme zone de paix et de coopération, en particulier en y réduisant et, à terme, en y supprimant leur présence militaire.

L'Argentine rappelle au Royaume-Uni qu'il est nécessaire de respecter les normes internationales qui font de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone exempte d'armes nucléaires et constate également avec inquiétude que, loin de progresser dans la démilitarisation de l'Atlantique sud, le Royaume-Uni s'attache à y développer son arsenal militaire. En témoigne la récente annonce concernant la modernisation des équipements militaires déployés sur les Îles, notamment l'installation du système de défense antiaérien *Sky Sabre* destiné à remplacer les missiles *Rapier*.

On ne peut y voir qu'un renforcement de la présence militaire continue et disproportionnée du Royaume-Uni dans l'Atlantique sud.

L'Argentine entend maintenir une relation de coopération constructive avec le Royaume-Uni, mais les deux pays ne pourront cultiver leurs relations que lorsqu'une solution pacifique et définitive au conflit de souveraineté sera trouvée, conformément à l'appel de la communauté internationale. Dans l'intervalle, l'Argentine continuera de défendre ses droits de souveraineté et d'exiger la reprise des négociations avec le Royaume-Uni à chaque fois qu'elle le jugera opportun.

La Mission permanente de la République argentine vous serait reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour relatif à la question des Îles Malvinas.
